

ASSEMBLEE DE CORSE

DELIBERATION N° 93/26 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE RELATIVE AUX MODALITES DE MISE EN OEUVRE DU TRANSFERT DE LA VOIRIE NATIONALE

SEANCE DU 23 FEVRIER 1993

L'an mil neuf cent quatre vingt treize et le vingt trois février ,
l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre
prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence
de M. Jean Paul de ROCCA SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

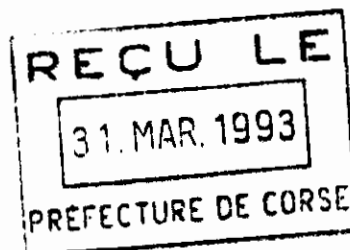
François ALFONSI, Nicolas ALFONSI, Pascal ARRIGHI, Vincent
AVOGARI DE GENTILI, Marie-Josée BELLAGAMBA, Eugène
BERTUCCI, Dominique BIANCHI, Jean BIANCUCCI, Dominique
BUCCHINI, Dominique BURESI, Pierre-Jean CASTA, Pierre-Philippe
CECCALDI, Joseph-Antoine CHIARELLI, Paul COMBETTE, Jean-
Charles COLONNA, Edouard CUTTOLI, Antoine GAMBINI, Sauveur
GANDOLFI-SCHEIT, Ours-Angé Pierre GRIMALDI, Jean JALPI,
Norbert LAREDO, Félix LUCIANI, Paul-Antoine LUCIANI, Pierre-Jean
LUCIANI, Toussaint LUCIANI, Antoine-Louis LUISI, Marc
MARCANGELI, Emile MOCCHI, Michel MORETTI, François MOSCONI,
Jules-Paul NATALI, Paul PERFETTINI, Pierre-Timothée PIERI, Pierre
POGGIOLI, Paul-Donat POLI, Paul QUASTANA, Simon-Jean
RAFFALLI, Jean-Paul de ROCCA SERRA, Paul SCARBONCHI,
Joseph SISTI, Jean-Guy TALAMONI, Marie-Jeanne VIDAILLET-
PERETTI.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. Jean-Louis ALBERTINI à M. Paul COMBETTE
M. Jules-Laurent FERRANDI à M. Joseph-Antoine CHIARELLI
M. Jacques FIESCHI à M. François ALFONSI
Mme Marie-Paule MANCINI-NERI à M. Jean-Charles COLONNA
M. Edmond SIMEONI à M. Norbert LAREDO
M. Alphonse TAMBURINI à M. Paul-Antoine LUCIANI
M. Michel VALENTINI à Mme Marie-Jeanne VIDAILLET-PERETTI

ETAIENT ABSENTS :

M. Henri ANTONA
M. Jean-Marc BALESI



L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU la loi n° 86.16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
- VU la loi n° 86.972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU la loi n° 91.428 du 13 mai 1991 portant statut de la Collectivité Territoriale de Corse,

SUR rapport du Président du Conseil Exécutif,

APRES EN AVOIR DELIBERE

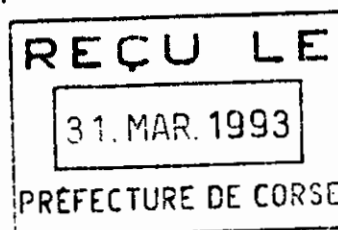
ARTICLE PREMIER :

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif à signer les conventions suivantes, relatives à la mise en oeuvre du transfert de la voirie nationale à la Collectivité Territoriale de Corse :

* Convention avec le Préfet de Corse, Préfet de la Corse du Sud et le Préfet de la Haute-Corse, relative aux modalités de transfert de services déconcentrés du Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports.

* Convention avec le Préfet de Corse relative aux modalités de mise à disposition de services déconcentrés du Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports.

* Convention avec le Préfet de Corse, Préfet de la Corse du Sud et le Préfet de la Haute-Corse autorisant l'Etat à assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux engagés avant le 1er janvier 1993 sur le patrimoine transféré à cette date à la Collectivité Territoriale de Corse.



ARTICLE 2 :

Le Président du Conseil Exécutif rendra compte à l'Assemblée de Corse du contenu des conventions susvisées avant la fin de la première session ordinaire.


ARTICLE 3 :

La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 23 Février 1993

**LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE
DE CORSE,**

Pour copie certifiée conforme à l'original,
Pour le Président de l'Assemblée de Corse
et par délégation,
L'Administrateur Général des Assemblées



José COLOMBANI



Dr Jean-Paul de ROCCA SERRA

